

Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: - (2021)
Heft: 2

Artikel: Compte rendu de lectures : l'Europe, le Proche-Orient et la Turquie
Autor: Weck, Hervé de
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-977664>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 31.03.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>



La Turquie vue par Chapatte.

International

Compte rendu de lectures : L'Europe, le Proche-Orient et la Turquie

Col Hervé de Weck

Ancien Rédacteur en chef RMS

Depuis l'Antiquité, l'espace proche-oriental n'est pas maîtrisé par les Proche-Orientaux eux-mêmes, d'où un sentiment de fragilité, un attachement prédominant au milieu immédiat (village, famille, tribu, Église, secte). Face aux instabilités chroniques, aux guerres civiles régionales, aux guerres entre États voisins se pose le problème de la légitimité des systèmes au pouvoir, ainsi que des constantes interventions externes dans les affaires de la région. Le vide de puissance attire comme un aimant !¹

Selon Alain Jayet, ex-numéro 2 de la Direction générale de la sûreté extérieure (DGSE), toutes les guerres que les Occidentaux et l'OTAN ont mené, depuis les années 1990, « au nom du droit d'ingérence et de la mise en place de la démocratie à l'occidentale, se sont révélées catastrophiques par rapport à nos objectifs : la Libye, le Kosovo, l'Irak, la Syrie en sont la démonstration. Après la chute du mur de Berlin et la disparition du bloc soviétique, l'OTAN a changé de périmètre et d'objectifs et ne répond plus à nos besoins car c'est une alliance avec des visions stratégiques différentes entre les anciens pays de l'Est devenus européens, la Turquie, et les pays du Sud qui, à part la France et l'Angleterre, ne veulent pas assurer leur part des dépenses (...). Les États-Unis veulent une OTAN aux ordres pour mener la politique américaine. Les pays du Nord veulent une alliance défensive contre la Russie. Les autres la considèrent comme une armée supranationale qui évite de s'impliquer dans un effort de défense. »²

De plus, il y a l'islamisme. Pierre Dabiez faisait déjà remarquer en 1991 qu'il s'agit d'une forme de fascisme, pas d'un islam réactionnaire regardant vers le passé. Il se veut une solution à usage moderne qui correspond mieux que la démocratie aux besoins de l'homme moderne. Il se pose en rival des démocraties et des républiques,

« fait en quelque sorte ce que le fascisme prétendait faire en s'élevant en rival de ce qu'avaient apporté la Révolution française et les révolutions consécutives. »³ Le terrorisme islamiste reste une menace sur le long terme, rien ne permet d'en voir la fin.

Et la Covid-19? Elle accélère de fortes tendances géopolitiques: multilatéralisme en berne, avènement de la Chine comme adversaire frontal des États-Unis, ambitions russes, émergence de la Turquie. Partout dans le monde, un espionnage économique irrespectueux des alliances politiques. La compétition économique devient beaucoup plus marquée: « Aujourd'hui, nous sommes dans un monde multipolaire caractérisé par la prédation, ce qui ne veut pas forcément dire des relations d'inimitié. »⁴

Il faut réagir au danger turc

À la fin 2020, Savvas Kalenteridis, ancien colonel du renseignement grec ayant servi six ans en Turquie, soutient qu'il faut réagir au danger turc!⁵ Le régime autoritaire du Président Recep Tayyip Erdoğan, cofondateur du Parti islamique de la justice et du développement, au pouvoir depuis 2014, collabore depuis des années avec les organisations djihadistes terroriste qui œuvrent contre l'Occident, dont les dirigeants basés alors en Turquie travaillaient avec la famille Erdoğan dans le trafic de pétrole extrait des puits de pétrole syriens. Sur ce sujet, la Russie a soumis un dossier particulièrement documenté à l'ONU. Malgré les mesures prises par la coalition qui le combat, l'État islamique, grâce à des sociétés-écrans, des transferts de fonds occultes, des entreprises familiales discrètes a réussi à s'approvisionner en armes, notamment

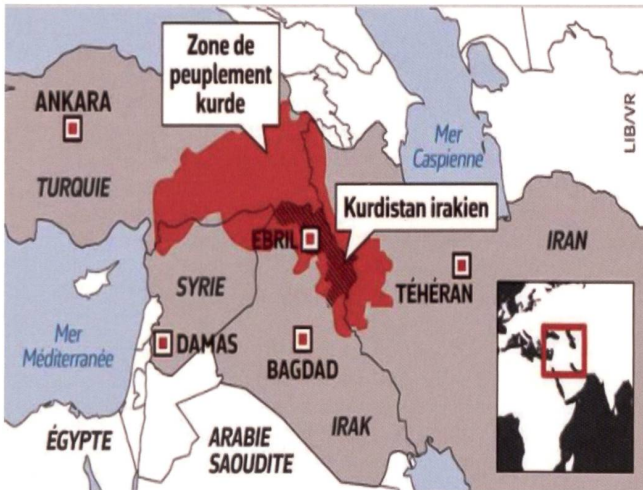
1 Corm, Georges, *Le Proche-Orient éclaté. 1956-2007*, Gallimard, Paris, 2007, pp. 106-108.

2 Interview au début 2020.

3 Dabiez, Pierre, « Le Golfe et son environnement », *Défense nationale*, juillet 1991, p. 55.

4 Heisbourg, François, *Le temps des prédateurs*, Odile Jacob, Paris, 2020.

5 Centre français de recherche sur le renseignement, *Tribune libre*, n° 95, novembre 2020.



Les Kurdes au Proche-Orient.

dans le sud de la Turquie. Un petit distributeur de produit agricole, pour ne prendre qu'un exemple, paie 200'000 US\$ l'acquisition de 78 tonnes de propergol utilisé comme carburant pour les missiles et les drones.

Ankara a formé et équipé des groupes terroristes islamistes, qu'il a utilisés contre les Kurdes en Syrie, afin de les expulser des régions qu'ils occupent dans le nord de ce pays (Afrin, Al Bab, Gire Spi et Sere Kaniye), se livrant à un véritable nettoyage ethnique. Dans la région d'Idlib, les troupes turques travaillent ouvertement avec de tels groupes, notamment le Front al-Nosra, une branche d'Al-Qaïda, dont les camps se situent à quelques kilomètres de la frontière turque dans le gouvernorat d'Idlib.

La Turquie a formé, équipé et transporté des groupes terroristes islamistes en Azerbaïdjan qui ont participé à la guerre du Haut-Karabakh et les a ensuite installés dans les territoires conquis, dans le but de modifier la démographie et de procéder au nettoyage ethnique de la population chrétienne.

Le régime Erdogan forme, équipe et transporte des groupes terroristes islamistes en Libye, qu'il engage pour établir un régime islamique sous contrôle turc dans ce pays. Cette question concerne directement l'Union européenne car Ankara joue le jeu bien connu de trafic illégal d'immigrants musulmans vers l'Europe, dans le but d'augmenter le nombre et l'importance des communautés musulmanes sur le continent et d'en prendre à terme le contrôle. Après de récents attentats terroristes islamistes dans les pays de l'Union européenne, la Turquie, à défaut de pouvoir les applaudir, s'empresse de les justifier.

On comprend dès lors que certains Etats membres souhaitent la voir sortir de l'OTAN mais tout donne à penser que le nouveau président des Etats-Unis, Joe Biden, restera sourd à leur demande: il doit prendre en compte l'importance des forces armées d'Erdogan face à l'Iran et à la Russie.

H. d.W.

> suite de la page 9

Une Chine, précisément, qui ne pourra – et probablement ne voudra – à long terme pas exister en antithèse et en confrontation permanente avec ses principaux partenaires économiques. L'OSCE aurait alors le potentiel de devenir un toit commun abritant plusieurs appartements très indépendants et aux règles disparates, mais partageant quelques principes de base qui permettraient aux habitants pourtant très différents de cohabiter paisiblement. Comme exemple, il suffit de mentionner la sécurité commune, quelques infrastructures communes, des ressources communes, etc. Étant donné la grande interdépendance du monde globalisé, même un monde multipolaire ne pourra fonctionner sans échanges. L'OSCE, par son positionnement géographique et sa structure, offrirait justement un cadre plutôt informel et coopératif dans lequel les Etats pourraient interagir sans subir les désagréments d'un corset légal contraignant. Quitte à adapter le nom de cette organisation en fonction des nouvelles réalités: Organisation pour la sécurité et la coopération en Eurasie.

A. L. et T. S.

News

Du shérif aux «Feds» — s'y retrouver dans les plus de 17'900 services de police aux Etats-Unis

De la police des villes à la police des champs... le système policier américain est le reflet de la structure politique et géographique du pays. Il y a Axel Foley *Le Flic de Beverly Hills*, l'agent Clarice Starling du *Silence des agneaux*... autant de policiers idéalisés par le cinéma et les séries télévisées américaines.

Et puis il y a Derek Chauvin, accusé du meurtre de George Floyd, ou Daniel Pantaleo, renvoyé de la police cinq ans après la mort d'Eric Garner, mais aussi les membres de différentes agences qui ont brutalement dispersé la foule au square Lafayette, à Washington, pour que Donald Trump puisse poser pour une séance photo devant les fenêtres de l'église épiscopale Saint-John, autant de raisons pour lesquelles le *Fuck The Police* (du groupe NWA) reste d'actualité, plus de trente ans après sa sortie, dans les manifestations qui dénoncent les violences policières aux Etats-Unis, comme le rappelle opportunément le site du magazine *Rolling Stone*. Pourtant, entre ces deux extrêmes, il existe une réalité plus complexe que ne le laissent présager les termes péjoratifs pour désigner les «Feds», les agents fédéraux (du FBI), les «dicks», les détectives, les «blue», «cops» et autres «pigs».

Le système policier américain est le reflet de la structure politique et géographique des Etats-Unis. C'est la raison pour laquelle il existe des polices locales (*Local Enforcement Agencies*), des polices de comtés (*Sheriff and County Law Enforcement Agencies*), des polices d'Etat (*State Police*) et des services fédéraux (*Federal Law Enforcement Agencies*), un mille-feuille de plus de 17'980 services fait d'acronymes (NYPD, LAPD, FBI, DEA, CBP...) qui emploient plus de 796'000 agents.

Le Monde, 11 juin 2020.

Réd. RMS+

News

Terrorisme

Les prisons européennes n'ont jamais compté autant de détenus liés à des affaires de terrorisme. Dans 10 pays européens, on compte 1'405 personnes (hommes et femmes). Les djihadistes représentent 82 % du total des prisonniers concernés. La France arrive en tête avec un tiers des détenus (549), devant l'Espagne (329), la Grande-Bretagne (238) et la Belgique (136). Les autres pays ont des populations à deux chiffres (Suède, Pays-Bas, Norvège) ou pas de statistiques (Allemagne, Grèce). Les autorités admettent qu'il est difficile de savoir ce qui se passe derrière les barreaux, ce qui est inquiétant lorsqu'on sait que les prisons peuvent être incubateurs de radicalisation et que ces détenus vont sortir de prison plus ou moins vite.

Source : « Points chauds », *Raids* No. 411, octobre 2020, p. 34.

Comment le califat du groupe EI achetait ses armes

Sociétés écrans, transferts de fonds occultes, entreprises familiales discrètes : une étude décrit comment l'EI parvenait, malgré la guerre contre la coalition internationale, à s'approvisionner en armes dans le monde entier. L'ONG *Conflict Armament Research* (CAR) a publié mardi un rapport détaillant comment le califat autoproclamé (2014-2019), à cheval sur l'Irak et la Syrie, a réussi à acheter des tonnes de matériaux explosifs, des équipements électroniques et autres drones sans attirer l'attention.

Un petit magasin de téléphones a acheté six tonnes de pâte d'aluminium. Un petit distributeur de produits agricoles turc a payé quelque 200'000 dollars pour récupérer 78 tonnes de propergol. Entre 2015 et 2017, une centaine de bidons de pâte d'aluminium produite en Chine ont été découverts dans le califat.

L'EI s'est appuyé notamment sur des individus et des sociétés familiales agissant comme intermédiaires, opérant à proximité de ses frontières, notamment dans le sud de la Turquie. CAR n'est pas en mesure de prouver que ces intermédiaires agissaient en connaissance de cause. « Mais ils ont fait office de points de jonction essentiels dans la chaîne d'approvisionnement » du groupe djihadiste.

Le rapport met au jour l'achat de fertilisants à base de nitrate et de pâte d'aluminium, utilisés pour produire des explosifs, ainsi que du propergol (produit de propulsion des fusées) et des drones. L'EI aurait même tenté de produire un système antiaérien automatisé, même si rien ne prouve qu'il y soit parvenu. CAR a documenté l'existence de 28 drones quadricoptères modifiés pour être armés. L'EI a tenté de se doter d'un système de traçage optique, possible élément d'un futur système antiaérien automatisé.

Le réseau ainsi révélé évoque une entité commerçant librement aux quatre coins du monde. CAR « a identifié plus de 50 sociétés, dans plus de 20 pays, qui ont produit ou distribué des biens utilisés par les forces d'EI ». Le système reposait sur la gestion de sociétés enregistrées légalement, une logistique efficace au sein du califat, des sites internet écrans, des communications sécurisées, des virements bancaires et des paiements en ligne. « Des enquêtes précédentes indiquent que les forces d'EI ont utilisé des individus et des sociétés basées au Danemark, en Espagne, en Syrie, en Turquie et au Royaume-Uni ».

Certains fournisseurs, suspicieux, ont mis un terme au contrat. D'autres n'ont rien vu ou ont fermé les yeux. Le système, aussi efficace que fragile, a donc prospéré. CAR, basée au Royaume-Uni, souligne à cet égard l'importance de détecter des signaux suspects comme autant de « drapeaux rouges ». Si aucun d'entre eux, pris individuellement, ne démontrait en soi une activité illicite, un ensemble de faisceaux aurait suffi à alerter entreprises et autorités de contrôle du risque que les commanditaires agissent « hors de leur domaine habituel d'activité ».

Depuis la fin du califat en mars 2019, l'EI tente de se reconstruire au Levant et maintient une insurrection dite « de faible intensité ». Ce qui reste de son réseau d'approvisionnement aujourd'hui est plus obscur. Sam Heller, analyste indépendant sur la Syrie et conseiller auprès de l'organisation Crisis Group, décrit une activité peu consommatrice de ressources. Observant une vidéo du groupe djihadiste qui exhibait en novembre 2019 les équipements de ses combattants, il constate : « *Tout ça semble bon marché et relativement facile à obtenir. C'est la clé de la pérennité de ce type d'insurrection* ».

Un expert en armement reconnu, qui se fait appeler Calibre Obscura sur Twitter, estime pour sa part que l'EI achète aujourd'hui peu d'équipements à l'étranger, sauf matériel sophistiqué. Le groupe djihadiste, selon lui, se tourne vers de possibles trésors de guerre restants, mais aussi le marché noir, les innombrables milices et groupes armés et les forces étatiques si aisément corrompibles. Car l'argent, lui, n'arrête pas de tourner. Et l'expérience « n'aura pas été perdue ». Si l'EI se retrouve un jour en position stratégique favorable, « *ce sera beaucoup plus simple de recommencer* ».

Réd. RMS+

